

L'ÉDITO

EUROPE, NOUVEAU DÉPART ?

Un petit tableau, dit-on, vaut mieux qu'un long discours. Quels enseignements se dégagent de celui qui orne le bas de cette page ?

D'abord un **réveil imprévu** de la conscience européenne : +20 % de participation aux élections de 2019 par rapport à 2014 ; une participation dépassant les 50 %, jamais vue depuis 1994. La tragi-comédie du Brexit, l'urgence écologique et sociale, les menaces extérieures ont sans doute convaincu une majorité de nos concitoyens européens que l'Union européenne reste indispensable à la **construction de leur avenir**.

Plusieurs constats se dégagent de l'examen des résultats des différentes formations politiques. La **poussée de l'extrême droite**, et plus largement, de la droite nationaliste est réelle, mais contenue. Suffira-t-elle à bloquer le fonctionnement du Parlement ? On peut en douter. Les profondes divergences qui déchirent le bloc nationaliste, en particulier sur les relations avec la Russie, interdisent la formation d'un groupe unique. Le groupe parlementaire le plus important de cette mouvance, l'ex-ENL, devrait au final arriver en 5^{ème} position, derrière les écologistes, et aura donc du mal à peser sur l'orientation du Parlement.

Le camp des pro-européens ne subit globalement qu'une légère érosion. Ce sont les **rapports de force intérieurs à ce bloc** qui se modifient profondément : recul des majors historiques, conservateurs et sociaux-démocrates, qui ne sont plus, à eux deux, majoritaires, au profit des libéraux et des écologistes ; ce qui bouleverse le **jeu politique** : longtemps confiné au dialogue bien huilé entre PPE et S&D, il devient plus ouvert, plus complexe sans doute, mais probablement plus stimulant et plus dynamique. Les convergences, ou au moins les possibilités de compromis entre les quatre forces qui composent ce bloc ne sont pas négligeables. Et surtout, **le souci écologique se retrouve dans les quatre programmes**, l'objectif fondamental de neutralité carbone en 2050 y est largement partagé.

Bien sûr, les politiques européennes relèvent d'une **codécision** du Parlement et des Conseils réunissant les ministres des différents gouvernements. Et donc si ceux-ci bloquent, rien ne se passe. Cette vision pessimiste n'est pas la plus probable, d'abord parce que, du côté des gouvernements, le **rapport de force** évolue dans une direction plus favorable à la construction européenne et à l'écologie, avec un retour de la social-démocratie au Danemark, en Finlande, et en Espagne ; et puis aussi parce qu'un gouvernement est toujours, de près ou de loin, influencé par les **mouvements d'opinion** qui se développent dans son pays.

Rien n'est gagné d'avance, mais les conditions sont favorables à un **réveil européen**, bénéfique à la marche du monde et en particulier à la lutte contre le changement climatique. Celle-ci sera d'autant plus résolue que **l'intervention des citoyens** européens sera puissante et pertinente. Redoublons donc d'efforts pour **réconcilier nos concitoyens** avec une Union européenne qui, dans les temps qui viennent, sera peut-être plus capable d'agir et d'écouter.



Pierre Guillaume
coordinateur
du Pacte civique

ELECTIONS EUROPENNES 2019 - RESULTATS SYNTHETIQUES PROVISOIRES				
PRINCIPAUX RESULTATS		Elections 2014 Parlem ¹ sort ¹	Elections 2019 Nouv. parlement	Evolution
	Taux de participation	42,61%	50,95%	19,6%
LISTES PRO-EUROPENNES (en nombre de sièges)	Sociaux démocrates	186	149	20%
	Ecologistes & régionalistes	52	78	10%
	Centristes & libéraux	68	108	14%
	Conservateurs	217	174	23%
	TOTAL PRO-EUROPEENS	523	509	68%
LISTES NATIONALISTES (en nombre de sièges)	Droite natio & souverainiste	116	58	8%
	Extrême droite	37	115	15%
	TOTAL NATIONALISTES	153	173	23%
AUTRES LISTES (en nombre de sièges)	Gauche radicale	52	38	5%
	Autres	22	31	4%
	TOTAL AUTRES	74	69	9%

Source : <https://www.lemonde.fr/les-decodeurs>

EUROPE — Questions à Fabien Chevalier

Président de *SAUVONS L'EUROPE*

- **Qu'offrir aux citoyens européens pour rendre durable l'intérêt qu'ils viennent de manifester à l'égard de l'Union européenne ?**

Sauvons l'Europe propose d'ouvrir le chantier de l'Europe participative ! L'urgence démocratique exige de réfléchir à un « *pacte participatif* » à même de porter le projet européen. A ce titre, quelques pistes nous semblent prioritaires. Nous pensons particulièrement à la mise en place d'un forum de citoyens tirés au sort et réunis mensuellement à Strasbourg qui aurait de réels pouvoirs d'influence sur les décisions des autres institutions européennes. Ce forum serait doté de financements et d'un secrétariat ad hoc. Il y aurait là l'occasion de repenser le sens du statut institutionnel de Strasbourg, au cœur des nouveaux défis démocratiques.

- **Comment réformer la zone euro de manière à favoriser aussi la convergence sociale ?**

La convergence sociale est un défi posé à tous les Etats. En France, nous avons un système de service public et de redistribution qui compense en partie les différences de création de richesses entre régions riches et régions pauvres, entre citoyens riches et citoyens pauvres.

Bien sûr, on pourrait faire mieux. Mais si l'objectif est la réduction des inégalités, il faut en priorité 3 choses : une volonté politique, un levier budgétaire, et le principe de normes minimales dans chaque Etat membre en termes de salaire et de revenu minimum,

conformément aux principes du socle européen des droits sociaux de Göteborg. Le reste suivra... Dans cette optique, la création d'un budget de la zone euro est une excellente nouvelle, même si son montant est bien trop faible. Espérons que ce ne soit qu'une première étape.



- **Que faire pour combler peu à peu le fossé qui s'est créé entre l'Ouest et l'Est de l'UE ?**

C'est un sujet complexe. Comme il faut bien commencer quelque part, je pense qu'il faut sortir d'une logique d'affrontement et trouver un sujet mobilisateur pour les citoyens et responsables politiques, qu'ils soient Espagnols ou Bulgares, Belges ou Hongrois. Nous manquons d'ambition et alimentons un climat anxieux de défiance, ce qui n'est bon pour personne. Quel projet pourrait unir les Européens ? Pourquoi pas le projet d'universités européennes proposé par Macron ? Posons cette question à ceux qui souhaitent devenir Président de la Commission européenne et que le futur élu fasse le tour des capitales comme le fit Jacques Delors en son temps !

LES COOPÉRATIONS RENFORCÉES¹

Une démarche européenne qui vient à son heure

Par Jérôme Vignon, conseiller à l'Institut Jacques Delors, membre de l'atelier Europe du Pacte civique



Une réalité peu soulignée à l'occasion de la dernière campagne européenne consiste dans l'importance prise, au cours de la dernière mandature (2014/2019) par les actes qui relèvent de **responsabilités régaliennes** des Etats

membres : défense et sécurité, affaires intérieures et judiciaires, fiscalité.

Les initiatives nouvelles sont en effet significatives : coopération structurée permanente dans le domaine militaire, parquet financier européen contre les fraudes, taxe sur les transactions financières notamment. Dans plusieurs cas, elles n'auraient pas vu le jour sans le recours à la démarche des « **coopérations renforcées** » (CR). Instaurées par le Traité d'Amsterdam en 1999, puis confirmées par le Traité de Lisbonne en 2009, les CR permettent à un nombre restreint d'Etats membres (9 au minimum) d'aller de l'avant lorsqu'il a été constaté que la règle de l'unanimité, ou celle du vote à la majorité qualifiée avaient de fait rendu impossible l'adoption d'une action commune. Précisément, ces domaines régaliens sont ceux que régit **l'unanimité**.

Tout porte à croire que la demande d'une Union qui **s'affirme d'avantage** face aux risques d'hégémonie américaine ou chinoise s'accroîtra. Cette demande

traverse parfois la frontière entre pro-européens et nationalistes. En France par exemple, le programme du Rassemblement national était le plus **exigeant** en matière d'harmonisation fiscale européenne. Il y a donc de bonnes raisons de croire que la prochaine Commission européenne se montrera **plus active dans la mobilisation des CR**. Un exemple est donné par le **rapport** de l'Institut Jacques Delors publié en novembre 2018, préconisant de sortir de l'impasse de la réforme du règlement de Dublin au moyen d'une CR qui associerait les 12 à 15 Etats membres qui ont accompli jusqu'à présent l'essentiel de l'effort touchant les demandeurs d'asile.

L'évolution vers des coopérations renforcées inclusives, conçues pour le bien de l'ensemble des Etats de l'UE, dépendra en grande part de **l'attitude du Parlement Européen**. Celui-ci, traditionnellement réservé à l'égard de ce qui pourrait fractionner les peuples, a manifesté au contraire une attitude résolument offensive en faveur de ces CR, avec l'adoption du **rapport Lamassoure**, voté à l'unanimité, qui a mis en lumière les **retombées positives** qui pourraient découler d'un usage démocratique des CR : possibilité d'initiative du Parlement, participation de parlements nationaux, voire régionaux au processus, réversibilité des engagements. Le terme de « **coopération** » est lui aussi prometteur, car il évoque une implication directe des nations participantes : un sujet dont les sociétés civiles pourraient s'emparer.

¹—voir aussi le [compte-rendu](#) du colloque LVN du 16 mars 2019.

MÉDIAS, PARLEZ-NOUS D'EUROPE !



Réconcilier les citoyens avec l'Union européenne, avons-nous dit ! Objectif aussi essentiel que difficile !

Car comment s'intéresser à la politique de l'Union si on ne

maîtrise pas un tant soit peu le rôle et le fonctionnement des institutions qui la composent ? Si on attribue systématiquement au *monstre technocratique bruxellois* la responsabilité de politiques décidées en commun par les gouvernements des pays membres ? Si on se contente des bribes d'information tendancieuses, voire fausses diffusées par les réseaux sociaux ? Qui assure cette **éducation civique européenne de base** en dehors des associations spécialisées ? Les partis ? Certes, mais

toujours sous le prisme de leur stratégie nationale. L'école ? Pas beaucoup ! **Et les médias ?**

Reconnaissons qu'ils ont effectué un effort louable de **pédagogie**, durant les quelques semaines précédant les élections du 26 mai. Mais parler d'Europe un mois tous les cinq ans ne saurait suffire. L'actualité européenne, et en particulier les actions menées par l'Union, doivent faire l'objet, dans les grands médias, d'une **rubrique régulière**, au même titre que la météo et le sport. Elles doivent être présentées de façon suffisamment **pédagogique** pour intéresser les publics, par des journalistes formés, dotés d'une solide connaissance du fonctionnement des institutions et des politiques européennes, capables de réagir aux déclarations des responsables politiques et d'identifier les « *fake news* » qui faussent le débat démocratique.

Cette mission sera d'autant mieux assurée que les acteurs de l'Union, gouvernements et parlementaires, les partis politiques, les associations et les écoles de journalisme se **mobiliseront en faveur d'une information européenne de qualité**.

LA FRATERNITÉ EN EUROPE

Le **baromètre de la Fraternité** a été publié le 16 Mai 2019 par Opinionway et le Labo de la Fraternité dont le Pacte civique est membre. Il fait ressortir quelques grands enseignements du questionnaire adressé à un échantillon représentatif de la population française.

87 % des sondés perçoivent la France comme un pays caractérisé par sa diversité, notamment ethnoculturelle. Et 81 % estiment que **cette diversité est une bonne chose**, sur le plan individuel et collectif. Si cette diversité peut être source de conflits (69 %), elle est vécue comme une ouverture sur le monde (72 %) et une source de créativité.

Toutefois, les Français, notamment âgés de plus de 60 ans, indiquent un **manque d'occasions** de manifester leur envie de fraternité ou de côtoyer des personnes d'âge ou d'horizons différents. 53 % des Français fréquentent régulièrement des personnes d'une autre couleur de peau.

De ce baromètre, le Pacte civique, avec le Labo de la

Fraternité, tire des actions concrètes à mener par les pouvoirs publics et la société civile.

La question se pose aujourd'hui d'envisager un tel sondage au niveau des autres États de l'Union européenne pour mieux comprendre les **traits culturels communs aux Européens**, s'agissant de la relation à l'autre, et les traits particuliers aux différents peuples, du fait de leur histoire et de leur réalité économique et sociale. L'Union européenne pourrait alors développer d'autres instruments de **fraternité** que le programme Erasmus ...



FRATERNITÉS CRÉATIVES, SOBRIÉTÉ ET TRANSITION AGRO-ALIMENTAIRE

Le 26 mai à Toulouse, en partenariat avec *Fraternité générale*, le Pacte Civique 31 a organisé un « goûter en couleurs » doublé de deux mini-conférences et deux témoignages.

Stéphane Linou (ex conseiller général de l'Aude et premier *locavore* de France) a pu présenter son livre « **Résilience alimentaire et sécurité nationale, oser le sujet et le lier à celui de l'effondrement** ».

Les risques de plus en plus prévisibles de **rupture dans l'approvisionnement alimentaire** des grandes villes (où les grands magasins n'ont que deux jours de stock) ne semblent pas avoir été anticipés par les responsables publics ; le mythe de la croissance sans fin et de

l'opulence empêche semble-t-il de penser la pénurie et de changer de paradigme.

Beaucoup pourtant, notamment parmi les mouvements citoyens et les intellectuels qui les fréquentent, apportent de **nouveaux éléments de réflexion** et montrent de **nouvelles pratiques**.

Ainsi le *Mouvement des Villes en transition* présent ce jour avec Paolo Savaris a montré comment des citoyens s'auto-organisent aujourd'hui pour créer de nouveaux lieux où habitat partagé et potager partagé permettront une vie certes plus simple et sobre mais plus chargée de **sens** et de **solidarité**.

Une coach alimentaire, Myriam Smir, a expliqué les

principes de base d'une **alimentation vivante** (fruits et légumes crus, graines germées, plus de bio et de local, moins d'intensif et de polluant ...). Elle a montré en quoi ce type d'alimentation est bon pour notre santé mais peut s'avérer excellent pour celle de la planète.

Un praticien du développement local, Georges Dhers, a expliqué comment sur un territoire on pouvait faire émerger de nouvelles dynamiques de **fraternité créative** sous forme de groupes-projets de citoyens.

Ainsi donc la pertinence et l'actualité des valeurs du Pacte civique apparaissent évidentes : on va devoir apprendre à vivre de façon plus **sobre** et pour y parvenir il sera nécessaire d'apprendre à construire des collectifs locaux plus solidaires et créatifs.



ATELIER DEMOCRATIE — OCQD

Le rapport 2019 est en chantier !

Les groupes de travail de l'Atelier s'activent ...et il apparaît d'ores et déjà que le millésime 2019 comportera des développements consacrés :

- au **Grand débat national** (origine, analyse sociologique et territoriale du mouvement des "gilets jaunes", déroulement, qualité démocratique, mesures prises à son issue) ;
- au **suivi des grandes réformes engagées** : loi mobilité, alimentation/agriculture, énergie, l'analyse des équilibres du PLF 2020 ;
- à la loi **Territoire Zéro chômeur de longue durée** (TZCLD), an III ;
- à un complément au sujet de la "Défiance inversée" concernant la **fracture numérique** ... si nos moyens humains le permettent ;
- aux propositions issues des collectifs locaux :
 - Nantes (**NDDL et après**, extension de l'aéroport Nantes-Atlantique, la dévolution des terres agricoles, le grand débat dans la région grand ouest...)
 - Lyon (**suites des élections européennes**, « SAV » des réformes engagées en 2018) ;

D'autres collectifs locaux peuvent encore faire des propositions et apporter leur contribution !

Et toujours la même méthodologie des drapeaux :



verts, jaunes, oranges ou rouges !

Le rapport comportera aussi un développement sur le **Baromètre de la santé sociale et environnementale et de la qualité démocratique** (méthodologie et premiers résultats). Le contenu complet de ces travaux fera l'objet d'un « tiré à part ».

PROCHAINS ÉVÈNEMENTS

- 5 au 7 juillet, à Lyon (Parc de la Tête d'Or) : **DIALOGUES EN HUMANITÉ**. Le collectif local Lyon-Rhône du Pacte civique animera 2 ateliers sur la sobriété, les 5 et 6 juillet de 14h à 16h.
- 15 au 23 juillet, **FESTIVAL DE THAU** (34). A noter dans ce programme les **éco-dialogues** dont celui du samedi 20 juillet avec Jo Spiegel « *la démocratie participative au cœur de la transition* ».
- 30 août au 1er septembre : **L'AN ZÉRO**, organisé sur le plateau de Millevaches (23) par **La bascule** (voir journal n°2) et de nombreux mouvements alternatifs. Objectif : « *affirmer haut, fortement et joyeusement, que nous sommes déterminés à changer le monde.* »

NOUS CONTACTER



01 44 07 00 06



contact@pacte-civique.org



<https://pactecivique.wordpress.com/>



www.facebook.com/pactecivique



[@Pacte_Civique](https://twitter.com/Pacte_Civique)

FAIRE UN DON AU PACTE CIVIQUE